

Lormont (Gironde) : déclaration pour l'élection au poste de maire

lundi 31 mars 2014, par [CASANOVA Mónica](#) (Date de rédaction antérieure : 28 mars 2014).

Premier conseil municipal de Lormont

Je me présente pour être maire, je suis la seule femme à le faire ici comme en 2008, mais dans un contexte bien différent.

En 2008, la droite de Sarkozy était au pouvoir, et bien des travailleurs, des habitants, des électeurs, avaient voulu désavouer par les urnes le Président du bling bling et des classes riches, celui qui, par la suite, en 2010, nous a imposé le recul de l'âge de la retraite, avec une politique de droite d'autant plus dure pour les opprimés que favorable aux riches. Sarkozy a été balayé, rattrapé par ses nombreuses affaires. Tant mieux !

Mais ensuite, en 2012, nous avons eu Hollande, qui devait être « le Président normal du changement ». En presque 2 ans de présidence, celui-ci a ravi le MEDEF avec l'ANI, les accords Compétitivité-Emploi, et maintenant, les 34 milliards d'€ de cadeaux au patronat qui n'aura plus à payer les allocations familiales à l'horizon 2017. Ce gouvernement impose aux salariés austérité et licenciements, suppressions de postes et plus de précarité dans la Fonction publique, alors que les salaires stagnent ou baissent et que les prix explosent, de même que les taxes, dont la plus injuste d'entre elles, la TVA.

Tout cela engendre à la fois désorientation, dégoût, rage et soumission, terreaux sur lesquels l'extrême-droite prospère, servie par les discours anti-immigrés d'un Monsieur Valls, grand expulseur de Roms.

Il sera difficile à cette extrême-droite de faire oublier la gestion de ses communes gagnées dans les années 90, en particulier dans le Sud-Est de la France. Dès qu'ils ont pu accéder à des exécutifs municipaux, ses élus s'en sont servis pour placer des amis, certains étant même condamnés pour corruption. Et même s'ils ont quitté le FN depuis, le bilan de ce parti de « Messieurs Propre » est là. Ils n'ont pas développé les services publics, mais voulu contrôler jusqu'aux lectures des bibliothèques ! Aujourd'hui encore, les tenants de Marine Le Pen, s'opposent aux grèves, aux embauches massives indispensables dans les services publics, et même aux droits fondamentaux des femmes, dont le droit à l'IVG et à l'avortement. Ceux qui ont voté pour les listes FN ont voté pour un parti dirigé par des riches, millionnaires même comme Jean-Marie Le Pen, qui n'expriment en rien la légitime colère des classes populaires. C'est un parti qui ne cherche qu'à les diviser entre étrangers et français, chômeurs et travailleurs, pour le grand bien des puissants, au moment même où le patronat est à l'offensive contre le monde du travail.

A Lormont, la politique nationale d'austérité actuelle a forcément des répercussions. La situation de bien des habitants est alarmante. Si on est passé de 26% de chômage en 2001 à 19,% en 2013, ce n'est pas grâce à la Zone Franche, qui n'a pas réellement créé d'emplois d'après le peu qu'on en sait. La Zone France a eu un effet d'aubaine pour quelques entreprises qui ont profité de ses avantages fiscaux sans être obligées d'embaucher, en particulier des habitants de Lormont.

Le chômage a baissé, car la population a été renouvelée par le biais du Renouvellement Urbain de Monsieur Borloo, mis en place par la majorité socialiste et communiste, en accord avec la droite là-dessus. S'il y a une différence de 1000 € entre les revenus annuels des nouveaux et des anciens locataires, cela permet de « diversifier le peuplement », selon la volonté municipale. Tout le contraire du « beau et du mieux » pour ceux aux petits revenus dont les logements ont été démolis pour des reconstructions plus petites et plus chères. Nombreux sont ceux qui doivent mettre jusqu'à la moitié de leur revenu mensuel dans leur loyer ! Les nouveaux logements dits sociaux n'en ont plus que le nom.

Pas étonnant que les aides pour le logement ou de besoins alimentaires, comme ceux fournis par le CCAS, Lormont Solidarité et les Restos du cœur, explosent. Cela ne va pas s'arranger. Les budgets sont contraints, et on nous annonce qu'ils le seront encore. Non seulement la masse salariale augmente très peu, mais elle n'augmente pas toujours, et il est même arrivé en 2010 qu'elle baisse de 117 000 €, ce qui a forcément des conséquences en termes d'embauches de contrats statutaires, de remplacement des départs à la retraite, de salaires des agents communaux et du CCAS et donc, des services rendus à la population.

Il est à ce titre significatif que la réforme des rythmes scolaires, qui concerne plus de 2000 enfants, se soit faite sans embauche supplémentaire statutaire d'animateurs, mais avec la multiplication de contrats à des associations aux contrats très précaires, en nombre insuffisant pour assurer des ateliers à tous. Cela devrait continuer, car l'aide de l'Etat par enfant est insuffisante et non pérenne de surcroît.

A cette rigueur, vient s'ajouter la charge de la dette et des emprunts toxiques. Cette année entre dans sa phase active l'emprunt toxique le plus toxique de tous ceux contractés par la commune, emprunts toxiques qui représentent 16 des 28 millions de la dette. Nul ne sait ici jusqu'où ses taux d'intérêt indexés sur l'euro-franc suisse pourront s'envoler. Il faudrait être un expert à la Bourse pour le savoir, et encore, cela dépend de valeurs qui fluctuent et d'ententes illicites entre les banques, les grandes gagnantes de cette affaire qui touche des centaines de collectivités. Comme le craignait à juste titre Monsieur Feugas, depuis cet été, les collectivités victimes d'emprunts toxiques ne pourront bénéficier d'un fonds d'aide abondé par l'Etat et les collectivités -les mêmes touchés devront payer- que si elles renoncent à attaquer Dexia. C'est tout bénéfice pour la banque qui a gravement amputé les finances de collectivités à la seule fin de spéculation sur les marchés. Cette dette, et l'ensemble de la dette (si Lormont paie normalement les intérêts de sa dette, sans la hausse des taux d'intérêts des emprunts toxiques, elle devrait payer le double du capital de départ en 2040), cette dette doit être annulée. Il faut un monopole bancaire sous contrôle de la population, pour en finir avec les banques concurrentes et prédatrices comme Dexia.

La population, les salariés de la commune devraient élaborer le budget et le décider. Ils n'auraient pas de difficulté à savoir s'il faut plus d'agents communaux, mieux payés, des loisirs à taille humaine, ou s'il faut se lancer dans l'aventure du centre aqua-ludic des Cascades de Garonne, dont le permis de construire date d'un an déjà sans que rien ne soit construit, après une dizaine d'années de recherches qui ont fait monter le prix du centre de 15 millions en 2010 à 38 millions en 2013, entraînant l'abandon de la SCI pour un investisseur non encore trouvé à ce jour !

Ce sont les salariés, les habitants, les usagers qui défendent les services publics contre les critères de rentabilité qui guident l'Etat, les directions de La Poste, de la SNCF, même publiques. C'est ainsi que La Poste a décidé de fermer la Poste Saint-Martin, installant sans aucune concertation un « Point relais poste » dans un bar, et que la direction de la SNCF s'apprête à fermer la boutique de proximité de Carrefour. Moins de services de proximité, c'est moins d'emplois, de lien social, c'est plus d'insécurité sociale, de détresse pour les plus démunis.

Cette situation est le résultat d'années et d'années de gestion du pays par la gauche et la droite. Toutes deux perdent, lors de ces élections, à Lormont, respectivement 9,5 et 10 points. L'abstention est toujours aussi importante, plus que la moyenne nationale déjà forte, de 52 %. Ces élections ont montré un désaveu de ces partis institutionnels, avec un syphonage des voix de droite par l'extrême droite. Une extrême-droite ne prétend pas à autre chose que ces partis institutionnels, elle ajoute juste de la démagogie nationaliste et raciste abjecte, de la peur et de la haine de l'autre.

Alors, je me présente pour être maire de cette commune, pour être, comme je l'ai été durant 12 ans, la voix des sans voix, fière d'être une femme immigrée dans une commune pauvre et populaire, riche de plus de 80 nationalités !

Avec mes camarades, mes colistiers du NPA, du PG, des habitants, des militants syndicaux ou associatifs, nous nous sommes unis pour affirmer une opposition de gauche à ce gouvernement et à ses relais locaux, pour dénoncer clairement la droite et l'extrême-droite, et encourager ceux qui se défendent et qui luttent. Que ce soit contre les attaques aux services publics, contre les suppressions de classes, pour le droit de vote des immigrés, nous avons été de tous les combats. Et nous continuerons, car il nous faut changer le rapport de forces, redonner confiance en leurs droits aux plus opprimés, pour en gagner d'autres, pour ne pas payer la crise. C'est le sens de la marche du 12 avril, à laquelle nous appelons avec des centaines d'organisations et de personnalités, pour l'égalité et contre le Pacte de responsabilité Hollande-Gattaz.

Monica Casanova

P.-S.

* <http://iefes.org/spip.php?article54>